

**Séance ordinaire du
vendredi 3 novembre 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-dix sept et le trois novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Sécurité publique

Présents :

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

Absents :

Robert BEAUFILS, Alex LARUE, Samira SALOMON, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEF.

Excusés : Fabien ABERT.

**Délégation de Service Public
Fourrière Automobile
Avenant n°6
Modification des tarifs 2017**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération du 07 novembre 2011, le Conseil municipal a approuvé le choix du délégataire pour la gestion du service public de la fourrière automobile. La Ville de Montpellier a confié à EFFIA Stationnement l'exploitation du service par convention de Délégation de Service Public pour une durée de six ans à compter du 1er janvier 2012.

La convention de délégation précise dans son article 46 que les tarifs de fourrière sont fixés sur la base de l'arrêté interministériel du 2 avril 2010 modifiant l'arrêté du 14 novembre 2001 modifié fixant les tarifs maxima des frais de fourrière pour automobiles.

En cas de nouvel arrêté interministériel, il est prévu que les tarifs seront modifiés en conséquence.

Par délibération en date du 29 mai 2012, un avenant n°1 a été passé afin d'actualiser les tarifs fourrière suite à la publication au journal officiel de l'arrêté du 2 mars 2012 modifiant l'arrêté du 14 novembre 2001 modifié fixant les tarifs maxima des frais de fourrière pour automobiles.

Par délibération en date du 22 juillet 2013, un avenant n°2 a été passé afin d'actualiser les tarifs fourrière suite à la publication au journal officiel de l'arrêté du 21 mai 2013 modifiant l'arrêté du 14 novembre 2001 modifié fixant les tarifs maxima des frais de fourrière pour automobiles.

Par délibération en date du 02 octobre 2014, un avenant n°3 a été passé afin d'actualiser les tarifs fourrière suite à la publication au journal officiel de l'arrêté du 26 juin 2014 modifiant l'arrêté du 14 novembre 2001 modifié fixant les tarifs maxima des frais de fourrière pour automobiles.

Par délibération en date du 29 septembre 2015, un avenant n°4 a été passé afin d'actualiser les tarifs fourrière suite à la publication au journal officiel de l'arrêté du 10 juillet 2015 modifiant l'arrêté du 14 novembre 2001 modifié fixant les tarifs maxima des frais de fourrière pour automobiles.

Par délibération en date du 17 décembre 2015, le Conseil municipal a autorisé la cession du contrat de délégation de service public à la société ENLEVEMENT ET GARDIENNAGE SERVICES (E.G.S), filiale du groupe EFFIA Stationnement, par la signature de l'avenant n°5 notifié le 18 février 2016. Les clauses et conditions du contrat demeurent applicables dans la mesure où elles n'ont pas été modifiées.

La présente délibération a pour objet la passation d'un avenant n° 6 suite à la publication au journal officiel de l'arrêté du 10 août 2017 modifiant l'arrêté du 14 novembre 2001 fixant les tarifs maxima des frais de fourrière pour automobiles afin d'actualiser les tarifs fourrière 2017.

La revalorisation des tarifs réglementés, proposé par cet arrêté, concernent les frais d'enlèvement et de garde journalière pour les voitures particulières :

- Frais d'enlèvement : ancien tarif 116,81 Euros / nouveau tarif 117,50 Euros
- Frais de garde journalière : ancien tarif 6,19 Euros / nouveau tarif 6,23 Euros

Les nouveaux tarifs seront applicables à compter de la notification de l'avenant.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les termes de l'avenant n°6 à la convention de délégation de service public pour l'exploitation de la fourrière automobile, tel qu'annexé à la présente délibération,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'Adjointe déléguée à signer cet avenant ainsi que tous les documents se rapportant à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 57 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 6 novembre 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet avenant n°6 des tarifs fourrière

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20171103-15641-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 15/11/17
Réception en Préfecture : 15/11/17

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.